



RETRAITÉS  
MEURTHE  
ET MOSELLE

Juin 2024

Page 1

# MANIFESTE DES RETRAITÉS CITOYENS

La CFDT Retraités souhaite porter à la connaissance des nouveaux élus de la république ce manifeste destiné à les éclairer dans les décisions à prendre prochainement pour répondre aux attentes des retraités citoyens.

1. **Nous, retraités citoyens**, avec la légitimité que nous confère notre participation massive aux scrutins locaux, nationaux et européens, **déclarons vouloir être associés** aux côtés des experts en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques de l'autonomie.

2. **Nous, retraités citoyens, revendiquons une présence active** dans toutes les instances qui constituent et mettent en œuvre les politiques qui nous concernent (logement, habitat, urbanisme, santé, structures sociales et médico sociales, financement...). Nous refusons de siéger dans des instances où nous sommes invités à donner notre avis uniquement en fin de course pour valider des projets élaborés sans nous. **Rien de ce qui nous concerne ne doit être fait sans nous associer.**

3. **Nous, retraités citoyens, refusons d'être considérés comme des objets abîmés** que l'on changerait d'étagère au fur et à mesure de notre vieillissement. Nous rejetons l'idée d'un parcours résidentiel pensé par des gestionnaires pour réduire les coûts de l'accompagnement de la perte d'autonomie.

4. **Nous, retraités citoyens, souhaitons être conseillés et accompagnés dans le choix de notre lieu de vie, dans une démarche domiciliaire intégrée à notre environnement** (ex : ville amie des aînés). Nous voulons des logements conçus dès leur construction en prenant en compte les contraintes potentielles de la perte d'autonomie. Nous demandons donc à être associés précocément aux projets d'urbanisme et d'habitat aux côtés des experts et des élus.

5. **Nous, retraités citoyens, souhaitons une réelle anticipation des besoins et des aspirations des retraités** pour définir ensemble un engagement sur le long terme afin de bâtir la société de demain. Nous voulons être consultés et interrogés dans des démarches locales d'observation des besoins et attentes des aînés, pour proposer avec toutes les forces vives des territoires, des réponses adaptées aux problématiques mises à jour.

6. **Nous, retraités citoyens**, le jour où nous choisissons, de notre plein gré ou sous la contrainte de notre perte d'autonomie, de rejoindre un établissement médicalisé, **souhaitons y être accueillis par une équipe professionnelle en nombre et qualification suffisants**, pour nous accompagner y compris lorsque nous sommes confrontés aux troubles de l'orientation qui concernent un nombre grandissant de retraités en institution.

7. **Nous, retraités citoyens, voulons lever le voile sur la grande hypocrisie des gestionnaires et financeurs des structures médico sociales** qui connaissent parfaitement la situation délétère des établissements et services mais refusent de reconnaître officiellement cette situation par peur des conséquences budgétaires et politiques de leurs prises de parole. Nous voulons témoigner de cette indigence de l'accueil collectif lié aux difficultés de recrutement et d'accompagnement, malgré les efforts importants des équipes qu'il ne s'agit pas d'incriminer ici.

**CONTACT:**

UTR CFDT 54

6 rue de Mon Désert  
54000 NANCY

Tel : 07 57 87 91 69



Nous soulignons également le paradoxe du discours sur la qualité d'accompagnement en EHPAD : toujours faire mieux et plus avec de moins en moins de moyens humains et budgétaires.

Nous voulons aussi rappeler l'écart grandissant entre le niveau des ressources des retraités et le prix de l'hébergement en établissement médico social, amenant de plus en plus souvent les usagers et leur famille à repousser au plus tard l'admission ou à renoncer au service proposé.

**8. Nous, retraités citoyens, appelons dans l'urgence une revalorisation significative des métiers du soin et du prendre soin au domicile comme en établissement.** Ces métiers dont notre qualité de vie dépend directement doivent être reconnus et valorisés sans que chacun détourne la tête devant la facture à acquitter. La réponse à notre besoin de dignité ne saurait se satisfaire de primes exceptionnelles mais appelle une vraie évolution des rémunérations et de la considération apportée aux aidants professionnels.

**9. Nous, retraités citoyens, voulons témoigner de la souffrance ressentie par les personnes mal accompagnées, quel que soit leur lieu de vie.** Cette souffrance est parfois mino- rée par les familles aidantes par crainte de représailles sur leur proche. Nous souhaitons que cette souffrance soit entendue et prise en compte par les institutions.

**10. Nous, retraités citoyens, ne supportons plus d'être uniquement réduits au coût de compensation de notre perte d'autonomie. Nous revendiquons la prise en compte de notre engagement citoyen dans toutes les associations :** sociales, humanitaires, culturelles, sportives, qui produisent largement autant de richesses, non comptabilisées, que celles nécessaires à notre accompagnement dans la vieillesse, charges qui, elles, sont comptées, recomptées et médiatisées au point de culpabiliser les usagers bénéficiaires des services qui leur sont rendus.

**11. Nous, retraités citoyens, ne pouvons pas nous satisfaire d'engagements financiers sans cesse reportés,** de mesurées sans vision globale des problèmes et de solutions expérimentales jamais généralisables à l'ensemble de la population. Nous sommes tous concernés par l'attention portée aux plus âgés d'entre nous, quel qu'il soit notre niveau social et le territoire dans lequel nous vivons. La perte d'autonomie constitue selon nous un risque global à assurer au sein de la 5ème branche de la sécurité sociale, financé par tous (pas uniquement les salariés) dans le cadre de la solidarité nationale, à tous les âges de la vie, par le travail et par toutes les autres sources de revenus.

**12. Nous, retraités citoyens, sommes attachés à l'indexation de nos pensions de retraite sur l'inflation,** de façon à être en mesure de continuer à subvenir décemment à nos besoins.

**13. Nous, retraités citoyens, souhaitons porter ce manifeste à la connaissance de tous les élus de la république, des collectivités locales et des institutions en charge des questions liées au vieillissement.** Nous sommes prêts à venir en débattre au nom des usagers que nous sommes et que nous représentons, de façon à ce que les 13 éléments du manifeste servent à l'élaboration des lois et dispositifs destinés à mieux prendre en compte nos besoins et désirs.

